

INSTRUCTION

N° 96-121-A-M0-P-R du 5 novembre 1996

NOR : BUD R 96 00121 J

Texte publié au BOCP

**RECOUVREMENT DES ANNUITÉS DE PRÊTS DU CRÉDIT FONCIER DE FRANCE
SELON LA PROCÉDURE DU DÉBIT D'OFFICE. VERSEMENT DES PRÊTS
SELON LA PROCÉDURE DU CRÉDIT D'OFFICE.**

ANALYSE

Date d'application : 01/11/1996

MOTS-CLÉS

COMPTABILITÉ ; CONTRÔLE FINANCIER LOCAL ; COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ;
CRÉDIT FONCIER DE FRANCE ; PRÊT ; ANNUITÉ ; RECOUVREMENT ; VERSEMENT

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 81-171-A-M0-P-R du 19 novembre 1981

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	PGT	TPGR	TPG	RF	DOM	TGAP	TOM	T				

DIFFUSION

GT 71

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction E - Bureau E2

Sous-direction D - Bureaux D1-D2-D3

SOMMAIRE

1. PROCÉDURE DE RECOUVREMENT DES PRÊTS CRÉDIT FONCIER DE FRANCE.....	3
1.1. Principe	3
1.2. Les opérations concernées.....	3
1.3. Les emprunteurs	3
1.4. Périodicité des opérations	4
1.5. Les documents.....	4
1.6. Les opérations comptables	4
1.6.1. Cas généraux.....	4
1.6.2. Cas particuliers des impayés	5
1.6.3. Régularisation d'une échéance impayée	6
2. PROCÉDURE DE VERSEMENT DES PRÊTS CRÉDIT FONCIER DE FRANCE	6
2.1. Généralités.....	7
2.2. Les opérations comptables	7
2.2.1. Chez l'Agent Comptable Central du Trésor :	7
2.2.2. Chez le comptable assignataire :	7
2.2.3. Chez le comptable centralisateur :	8

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Remboursements de prêts du Crédit Foncier de France	9
ANNEXE N° 2 : Échéance de prêts à recouvrer par débit d'office.....	10
ANNEXE N° 3 : Avis de rejet d'échéance de prêt	11
ANNEXE N° 4 : État des impayés	12
ANNEXE N° 5 : Avis de présentation d'une échéance rejetée	13
ANNEXE N° 6 : Avis de présentation d'une échéance rejetée	14

Afin de moderniser et d'accélérer les modalités de règlement des échéances de ses prêts consentis aux collectivités et établissements publics locaux, le Crédit Foncier de France a souhaité bénéficier de la procédure du « débit d'office » à l'instar de celle mise en place pour les prêts de la Direction des Fonds d'Epargne de la CDC, en remplacement des opérations actuelles qui reposent sur l'utilisation du circuit des transferts pour le compte des correspondants.

Aussi, à compter de la première échéance du mois de novembre 1996 soit le 4 novembre 1996, le recouvrement des prêts relevant du secteur concurrentiel, c'est-à-dire les prêts non aidés (PLA ...) et non réglementés (PLI, PC ...) et pour lesquels les collectivités ou établissements emprunteurs ont opté pour le paiement sans mandatement préalable de leurs échéances de prêts, s'effectuera selon cette procédure.

De même, lorsqu'un prêt relevant du secteur concurrentiel sera octroyé par le Crédit Foncier de France à une collectivité ou un établissement public local, les fonds seront versés selon la procédure de « crédit d'office ».

La présente instruction a donc pour objet de préciser aux comptables les conditions dans lesquelles les opérations de recouvrement et de versement des prêts du Crédit Foncier de France doivent être réalisées.

1. PROCÉDURE DE RECOUVREMENT DES PRÊTS CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

1.1. PRINCIPE

Le recouvrement des prêts consentis par le Crédit Foncier de France aux collectivités et établissements publics locaux sera assuré selon la procédure de débit d'office.

Au jour de l'échéance, l'Agent Comptable Central du Trésor crédite globalement le compte du CFF ouvert dans ses écritures et débite en contrepartie chaque comptable centralisateur concerné, par le compte de transfert 390.09 « Compte courant entre l'ACCT et divers Comptables ; opérations diverses ».

Par ailleurs, et afin d'assurer la neutralité financière des opérations, les comptables assignataires doivent, à la date d'échéance prévue, mouvoir les comptes des collectivités et établissements publics locaux concernés.

La mise en place de cette nouvelle procédure dispense désormais les comptables centralisateurs de la production des pièces justificatives jusqu'à présent exigées (talon de quittance, état récapitulatif).

1.2. LES OPÉRATIONS CONCERNÉES

Il s'agit des règlements d'échéances, des frais et pénalités contractuels et des prorata d'intérêts.

Les sommes dues au titre d'un remboursement anticipé volontaire, sont exclues de ce dispositif.

Les opérations relevant du présent dispositif concernent uniquement les prêts du secteur concurrentiel.

Les autres types de concours (prêts aidés ou réglementés) consentis par le Crédit Foncier de France, sont exclus de cette procédure et leur remboursement s'effectue selon les modalités applicables aux prêts ne relevant pas de la procédure de débit d'office.

1.3. LES EMPRUNTEURS

Sont concernés par ces prêts :

- les collectivités territoriales et leurs établissements rattachés ainsi que leurs groupements ;

- les établissements publics locaux (établissements publics de santé et sociaux, OPHLM et OPAC dont la gestion est assurée par un comptable direct du Trésor) ;

1.4. PÉRIODICITÉ DES OPÉRATIONS

Les contrats de prêt peuvent être à échéance annuelle, semestrielle ou trimestrielle.

Il est à noter que les échéances les plus importantes se situent le 30 de chaque mois.

Par ailleurs, le Crédit Foncier de France se réserve la possibilité de proposer aux collectivités ou établissements publics locaux emprunteurs des périodicités mensuelles.

1.5. LES DOCUMENTS

La mise en recouvrement selon la procédure de débit d'office s'accompagne d'une information transmise par le Crédit Foncier de France aux différents intervenants au dispositif.

Ainsi, le jour de l'échéance, l'ACCT recevra-t-elle du Crédit Foncier de France un fichier des sommes à recouvrer et comportant les renseignements relatifs aux postes comptables assignataires et aux collectivités ou établissements publics locaux concernés.

Ce fichier permettra à l'ACCT de procéder aux différents transferts et d'éditer pour chaque comptable centralisateur un état retraçant le montant global qui le concerne et détaillé par comptable assignataire, conformément au modèle joint en annexe 1.

Par ailleurs, le CFF fera parvenir à chaque comptable assignataire, dix jours ouvrés avant la date d'échéance, un état, dont un modèle est joint en annexe 2, décrivant les sommes à recouvrer par débit d'office et relatives aux contrats de chaque emprunteur dont il assure la gestion.

1.6. LES OPÉRATIONS COMPTABLES

1.6.1. Cas généraux

La procédure du débit d'office repose impérativement sur la concomitance des opérations comptables à l'ACCT et chez le comptable assignataire et en tout état de cause à la date d'échéance prévue.

1.6.1.1. L'Agence Comptable Centrale du Trésor :

- crédite globalement le compte 426-11 du Crédit Foncier de France ouvert dans ses écritures ;
- débite en contrepartie chaque comptable centralisateur concerné par le compte de transfert, 390.09 « Compte courant entre l'ACCT et divers comptables : opérations diverses », sous-compte 390.092 « Edition à distance ».

En application des nouvelles dispositions de l'instruction n° 96-107-PR du 15 octobre 1996 concernant l'édition à distance de l'avis de règlement et des pièces nécessaires à l'imputation comptable, l'édition de l'état à destination du comptable centralisateur, sera initiée par le Département Informatique local.

1.6.1.2. Le comptable assignataire :

- débite le compte de la collectivité ou de l'établissement public concerné du montant des échéances de prêt au vu des états reçus directement par le Crédit Foncier de France. Cette opération est suivie d'une demande de mandatement transmise à l'ordonnateur. Les opérations se traduisent par :

En comptabilité locale (M 14), OPHLM et OPAC (M31) et établissements publics de santé et établissements sociaux et médico-sociaux (M21) :

- débit 472 Dépenses réglées sans mandatement préalable ¹ ;
- crédit 515 Compte au Trésor.

En comptabilité communale M11, M12 et départementale M51 :

- débit 492 Paiements à imputer ou à régulariser ¹ ;
- crédit 568 Compte au Trésor.

En comptabilité État :

- débit R 343 Collectivités locales EPL ;
- crédit R 3476 Imputation provisoire de recettes : sous-rubrique « Opérations des collectivités et établissements publics locaux - Recettes à régulariser ».

La rubrique 3476 est apurée à réception du transfert du comptable centralisateur.

- débit R 3476 ;
- crédit R 3900.

1.6.1.3. Le comptable centralisateur :

A réception du transfert de l'ACCT, les opérations suivantes sont effectuées :

- crédit 390.09 « Compte courant entre l'ACCT et divers comptables : opérations diverses », sous-compte 390.092 « Edition à distance » ;
- débit 390.31 « Compte courant entre comptables du Trésor : opérations à l'initiative des comptables centralisateurs du Trésor ».

Un transfert à destination du comptable assignataire concerné est opéré, appuyé de l'avis de règlement 0402.

1.6.2. Cas particuliers des impayés

Lorsque le débit d'office ne peut être exécuté par le comptable assignataire (pour absence de disponibilités sur le compte au Trésor de l'organisme), ce dernier informe par télécopie le jour de l'échéance le Crédit Foncier de France, de l'impossibilité d'imputer la dépense sur le compte de la collectivité ou de l'organisme concerné.

L'information du CFF est réalisée au moyen de l'état spécifique dont un modèle est joint en annexe 3 et est destinée au service de gestion des prêts (télécopie n° 01-42-44-88-90).

Il appartient au comptable assignataire de rejeter l'échéance dès réception de l'avis de règlement 0402.

Par ailleurs, le comptable centralisateur doit, à réception du transfert effectué par le comptable assignataire, porter à la connaissance du CFF par télécopie, le montant global des impayés pour son arrondissement financier et relatif à une échéance donnée.

¹ Apuré à réception du mandat émanant de l'ordonnateur.

Cette information est réalisée au moyen de l'état spécifique, dont un modèle est joint en annexe 4, et est destinée au service des opérations financières (télécopie n° 01-42-44-88-58), gestionnaire du compte CFF ouvert dans les écritures de l'ACCT.

L'état est servi à partir des différents avis de rejets transmis par les comptables assignataires.

Afin de permettre au CFF de mettre à jour rapidement les comptes des collectivités ou établissements publics locaux emprunteurs et par ailleurs d'approvisionner son compte tenu par l'ACCT, il est impératif de porter à la connaissance de l'établissement prêteur par télécopie, les informations relatives aux échéances impayées.

L'impayé est constaté par les écritures suivantes :

1.6.2.1. Chez le comptable assignataire :

En comptabilité État. A réception de l'avis de règlement :

- débit R 303 sous-rubrique « Autres dépenses » (P 213 D appuyé de l'avis de rejet d'échéance) qui aura été télécopié préalablement au service de gestion des prêts du CFF ;
- crédit R 3900.

1.6.2.2. Chez le comptable centralisateur :

La centralisation des rejets est effectuée en comptabilité État :

- débit 391.00 Spécification 1 9000 Spécification 2 0425.01
- crédit 390.30 « Opérations à l'initiative des comptables du Trésor non centralisateur ».

1.6.3. Régularisation d'une échéance impayée

Il est précisé que dès lors qu'un impayé a été effectué par le comptable assignataire, l'échéance ayant fait l'objet de cet impayé ne sera pas représentée selon la procédure du débit d'office.

Aussi, dès que le comptable assignataire sera en mesure de régler l'impayé, les fonds seront transférés au Crédit Foncier de France par l'intermédiaire du compte 391.01 « Transferts pour le compte des correspondants du Trésor : transferts de recettes » mouvementé par le comptable centralisateur au vu des états « Avis de présentation d'une échéance rejetée », dont les modèles sont joints en annexes 5 et 6, dûment servis par le comptable assignataire et transmis à l'appui de son transfert.

Il appartiendra au comptable centralisateur à réception du transfert de compléter ces états et de les adresser par télécopie au CFF, service de gestion des prêts (n° 01-42-44-88-90), et service des opérations financières (n° 01-42-44-88-58).

Les télécopies seront adressées au CFF le jour même de la saisie en CGE par télétransmission à l'ACCT.

2. PROCÉDURE DE VERSEMENT DES PRÊTS CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

A compter du 4 novembre 1996, lorsqu'un prêt concurrentiel sera consenti par le Crédit Foncier de France à une collectivité ou à un établissement public local, le versement des fonds pourra s'effectuer selon la procédure de « crédit d'office », dans la mesure où il sera prévu dans le contrat le règlement des échéances.

2.1. GÉNÉRALITÉS

La procédure de versement des prêts repose sur le principe de la mise à la disposition des fonds à l'emprunteur au jour prévu dans le contrat, au vu d'une information adressée par le CFF au comptable assignataire.

Avant la date prévue de versement, ce dernier recevra de l'établissement prêteur un état lui donnant le montant des sommes à verser à chaque emprunteur dont il assure la gestion.

Le jour du versement des prêts, l'ACCT recevra par télétransmission du CFF, le fichier des sommes à verser pour procéder aux transferts en direction des comptables centralisateurs concernés.

2.2. LES OPÉRATIONS COMPTABLES

Il est rappelé que les opérations comptables doivent être concomitantes à l'ACCT et chez le comptable assignataire, en tout état de cause à la date de versement prévue.

2.2.1. Chez l'Agent Comptable Central du Trésor :

Le jour de versement prévu, l'ACCT :

- débite le compte 426.11 du Crédit Foncier de France ouvert dans ses écritures ;
- crédite le 390.09 « Compte courant entre l'ACCT et divers comptables : opérations diverses », sous-compte 390.092 « Edition à distance ».

2.2.2. Chez le comptable assignataire :

A la date de versement prévue, le comptable met le prêt à la disposition de la collectivité ou de l'organisme, en effectuant les opérations suivantes :

En comptabilité locale (M 14), OPHLM et OPAC (M 31) et établissements publics de santé et établissements sociaux et médico-sociaux (M 21) :

- débit 515 Compte au Trésor ;
- crédit 471 Recettes à classer ou à régulariser.

ou en comptabilité M11, M12 et M51 :

- débit 568 Compte au Trésor ;
- crédit 490 Recettes à classer ou à régulariser.

En comptabilité État :

- débit R 3472 « Imputation provisoire de dépenses sous-rubrique : opération des collectivités et établissements publics locaux. Dépenses à régulariser » ;
- crédit R 343 « Collectivités locales et établissements publics locaux ».

La rubrique R 3472 étant apurée à réception de l'avis de règlement du comptable centralisateur :

- débit R 3900 ;
- crédit R 3472.

2.2.3. Chez le comptable centralisateur :

A réception du transfert en provenance de l'ACCT :

- débit 390.09 « Compte courant entre l'ACCT et divers comptables : opérations diverses »
sous-compte 390.092 « Edition à distance » : l'édition de l'avis de règlement et de l'état
donnant le montant global des prêts versés pour l'arrondissement financier, sera initiée par
le Département Informatique local ;
- crédit 390.31 « Opérations à l'initiative des comptables du Trésor centralisateurs ».

Toutes difficultés d'application de la présente instruction devront être signalées à la Direction,
Bureau E2 (tél. 01.40.24.84.92).

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique
L'ADMINISTRATEUR CIVIL CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION E

JEAN-FRANÇOIS BERTHIER

REMBOURSEMENTS DE PRÊTS
DU CRÉDIT FONCIER DE FRANCE

DÉPARTEMENT
ECRITURE ACCT DU :

NUMÉRO CODIQUE	COMPTABLE ASSIGNATAIRE	CLIENT (EMPRUNTEUR)	NUMÉRO DE PRÊT	DATE ÉCHÉANCE	MT DES REMBOURSEMENTS OU DES ANNULATIONS DE CRÉDITS	ENVOI
TOTAL COMPTABLE						
TOTAL DÉPARTEMENT						

ANNEXE N° 2 : Échéance de prêts à recouvrer par débit d'office

ECHÉANCE DE PRÊTS À RECOUVRER
PAR DÉBIT D'OFFICE

DATE D'ÉCHÉANCE :

COMPTABLE ASSIGNATAIRE : TRÉSORERIE

NOM EMPRUNTEUR	IDENTIFIANT DU CRÉDIT	MONTANT	AMORTISSEMENT	INTÉRÊTS	ACCESSOIRES	CRD
XX	086402116w	XXX	XXX	XXX	XXX	XXX
TOTAL COMPTABLE ASSIGNATAIRE		0,00				

ANNEXE N° 3 : Avis de rejet d'échéance de prêt

Département : COMPTABLE ASSIGNATAIRE : TÉLÉPHONE : TÉLÉCOPIE :	Destinataire CRÉDIT FONCIER DE FRANCE GESTION DES PRÊTS RÉGION I - P.E.C. 19, RUE DES CAPUCINES B.P. 65 75050 PARIS CEDEX 01
--	--

Avis de rejet d'échéance de prêt
à adresser au CFF
par télécopie (n° 01-42-44-88-90)

Montant de l'impayé :

Références ¹ :
(Numéro de prêt)

Désignation de l'emprunteur :

Date d'échéance :

Motif :

*Date :**Signature**Cachet du Comptable assignataire**Comptable centralisateur**Cachet :**Date de centralisation :*

¹ Les numéros de prêt figurent sur les états de prêts à recouvrer.

ETAT DES IMPAYÉS
ECHÉANCES DE PRÊTS CFF
A ADRESSER PAR TÉLÉCOPIE
AU N° 01-42-44-88-58

DESTINATAIRE

CRÉDIT FONCIER DE FRANCE
SERVICE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DIVISION DES INTERVENTIONS PUBLIQUES

19, RUE DES CAPUCINES
B.P. 65
75050 PARIS CEDEX 01

DÉPARTEMENT

TRÉSORERIE GÉNÉRALE
RECETTES DES FINANCES

ECHÉANCE DU :

DÉSIGNATION DE L'EMPRUNTEUR	NUMÉRO DE PRÊT	MONTANT IMPAYÉ	COMPTABLES ASSIGNATAIRES

Cachet
Date

ANNEXE N° 5 : Avis de présentation d'une échéance rejetée

Département : COMPTABLE ASSIGNATAIRE : TÉLÉPHONE : TÉLÉCOPIE :	Destinataire CRÉDIT FONCIER DE FRANCE GESTION DES PRÊTS RÉGION 1 - P.E.C. 19, RUE DES CAPUCINES B.P. 65 75050 PARIS CEDEX 01
--	--

Avis de présentation d'une échéance rejetée
à adresser au CFF
par télécopie (n° 01-42-44-88-90)

Montant de l'impayé :

Références ¹ :

(Numéro de prêt)

Désignation de l'emprunteur :

Date d'échéance :

Motif :

*Date :**Signature**Cachet du Comptable assignataire*

*Comptable centralisateur**Cachet :**Date de centralisation :*

¹ Les numéros de prêt figurent sur les états de prêts à recouvrer.

ANNEXE N° 6 : Avis de présentation d'une échéance rejetée

Département : TRÉSORERIE GÉNÉRALE DE : RECETTE DES FINANCES : TÉLÉPHONE : TÉLÉCOPIE :	Destinataire CRÉDIT FONCIER DE FRANCE SERVICE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DIVISION DES INTERVENTIONS PUBLIQUES 19, RUE DES CAPUCINES B.P. 65 75050 PARIS CEDEX 01
--	---

Avis de présentation d'une échéance rejetée
à adresser au CFF
par télécopie (n° 01-42-44-88-58)

Montant de l'impayé :

Références ¹ :

(Numéro de prêt)

Désignation de l'emprunteur :

Désignation du comptable domiciliataire :

*Date :**Cachet du Comptable assignataire**Signature*

*Comptable centralisateur**Cachet :**Date de centralisation :*

¹ Les numéros de prêt figurent sur les états de prêts à recouvrer.